



Docteur soignant un petit garçon au Ghana.

Des objectifs en vue, mais encore inaccessibles

À mi-chemin, on craint de plus en plus que bien des objectifs du Millénaire pour le développement ne soient pas atteints

Zia Qureshi

EN 2000, les dirigeants internationaux se sont engagés à relever les niveaux de vie en réalisant d'ici à 2015 huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) concernant la pauvreté, la santé, l'éducation, les disparités entre les sexes et l'environnement (encadré 1). Malgré d'importants progrès, bien des objectifs restent inaccessibles pour la plupart des régions et des pays.

Il n'est pas trop tard pour redresser la barre. La majorité des pays pourraient encore atteindre la plupart des OMD s'ils intensifient leurs efforts en collaboration avec leurs partenaires. Plusieurs réunions internationales sont prévues au second semestre 2008 pour tenter de relancer les OMD. Le présent article expose les six priorités proposées pour relancer la dynamique dans l'édition 2008 du *Rapport mondial de suivi* (RMS), élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale. Le programme d'action insiste sur les thèmes de la solidarité et du développement durable, préconise de stimuler la croissance dans les pays en retard par rapport aux objectifs et de garantir que les pauvres puissent bénéficier du progrès économique, et souligne la nécessité d'intégrer le développement économique à la protection durable de l'environnement.

Un verre à moitié plein ou à moitié vide?

À mi-chemin, le bilan est contrasté. Les progrès sont plus solides pour les objectifs plus directement influencés par la croissance économique ou par l'extension des réseaux d'infrastructures (pauvreté monétaire et accès à l'eau potable) que dans le développement humain (achèvement des études primaires, mortalité infantile et

santé maternelle) ou l'égalité des sexes (progrès sensibles dans la réduction de la disparité entre filles et garçons dans l'enseignement primaire ou secondaire, mais moindres dans l'enseignement supérieur et l'autonomisation des femmes) (tableau 1). Les avancées sont très variables selon les pays, les régions, les tranches de revenu et le statut institutionnel — les pays fragiles et en conflit étant en retard partout. Si les tendances actuelles persistent, l'objectif de réduction de la pauvreté sera atteint au niveau mondial, mais la plupart, voire tous les autres OMD, risquent de ne pas l'être.

L'Afrique subsaharienne accuse un grave retard pour tous les OMD. Il est probable que l'Asie du Sud parvienne à réduire la pauvreté, mais elle est nettement à la traîne pour le développement humain. D'autres régions sont mieux placées, mais au rythme actuel, aucune ne devrait atteindre tous les OMD.

Encadré 1

Objectifs du Millénaire pour le développement

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

De nombreux pays ont réalisé des progrès considérables et franchi des étapes importantes, mais la plupart sont actuellement mal partis pour atteindre la majorité des OMD.

Faim et pauvreté. La première cible de l'OMD 1 devrait être atteinte à l'échelle mondiale — réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême (avec moins d'un dollar par jour) d'ici 2015. Cela s'explique par l'envolée de la croissance économique, qui a dépassé 7 % en moyenne par an dans les pays en développement depuis cinq ans. Grâce aux réformes économiques nationales et à un contexte mondial plus favorable (aux échanges, à la finance, à la technologie et aux migrations), la croissance du PIB par habitant s'est accélérée dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire ces dix dernières années, d'où un net recul de la pauvreté. Le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté extrême dans les pays en développement devrait passer de 29 % en 1990 à 10 % en 2015 (ces chiffres pourraient être revus, selon les nouvelles estimations des parités de pouvoir d'achat publiées au début de l'année).

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême dans les pays en développement a baissé de 278 millions entre 1990 et 2004. Ce net recul a été enregistré en dépit d'une hausse d'environ un milliard de leur population au cours de la même période. La pauvreté a le plus diminué dans les régions ayant la plus forte croissance. Mais les progrès ont été inégaux, les pays en retard étant concentrés en Afrique. L'objectif de réduction de la pauvreté sera atteint à l'échelle mondiale d'ici 2015, mais l'Afrique subsaharienne devrait être loin du compte. La croissance y a repris au cours des dix dernières années, mais une vingtaine de pays ne parviennent toujours pas à décoller.

En Afrique et dans d'autres régions, les pays fragiles (conflits, mauvaise gouvernance et manque de moyens) ont connu les progrès les plus lents en matière de réduction de la pauvreté (voir tableau 2). Globalement, l'incidence de la pauvreté extrême y a même progressé. Ces pays, dont la plupart sont en Afrique subsaharienne, abritent moins d'un cinquième de la population des pays à faible revenu, mais plus d'un tiers de leurs pauvres.

Le premier OMD consiste à réduire de moitié la faim dans le monde. De grands progrès ont été enregistrés dans la lutte contre la malnutrition infantile, mais il est peu probable que réduise de moitié l'incidence de la faim, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où jusqu'à 35 % des enfants connaissent des retards de croissance graves à modérés. Cette absence de progrès est cruciale, une réduction de la malnutrition infantile pouvant grandement contribuer à améliorer non seulement la santé des enfants mais aussi leur éducation et, en définitive, le bien-être individuel et familial. La récente flambée des prix alimentaires rend la lutte contre la malnutrition d'autant plus urgente.

Développement humain. Au rythme actuel, la plupart des OMD de développement humain risquent de ne pas être atteints à l'échelle mondiale. Quelques régions pourront en atteindre certains, mais l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud seront vraisemblablement très loin du compte. Les perspectives sont les plus sombres en matière de santé; très peu d'objectifs devraient être atteints au niveau mondial et dans plusieurs régions, notamment pour la réduction de la mortalité infantile et maternelle et l'amélioration de l'accès à des services d'assainissement de base. Le taux de prévalence du VIH a reculé en Afrique, mais il a progressé dans d'autres régions. Les prévisions sont meilleures pour

l'éducation. L'objectif de l'éducation primaire pour tous ne sera sans doute pas atteint, mais on n'en sera pas loin.

Redresser la barre

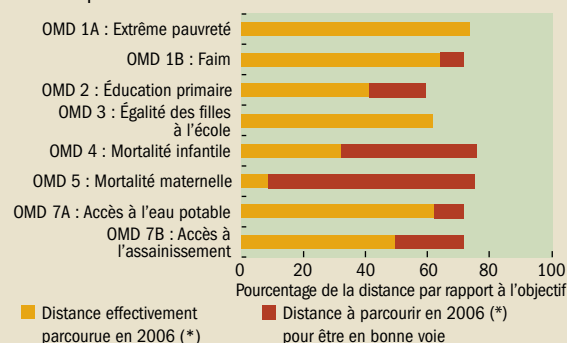
Les efforts seront de plus en plus axés sur les pays à faible revenu, surtout les pays fragiles. Bien des pays à revenu intermédiaire, notamment ceux ayant de grandes poches de pauvreté, auront aussi beaucoup de mal à atteindre certains objectifs. Le RMS propose un plan d'action en six points.

Soutenir et amplifier la croissance. Une croissance forte et solidaire doit être au cœur de la stratégie, notamment des efforts concertés pour relancer la croissance dans les pays à la traîne. Les pays pauvres doivent enregistrer une croissance annuelle du PIB

Graphique 1

État des lieux

À l'échelle mondiale, les progrès et les perspectives varient beaucoup selon les OMD.

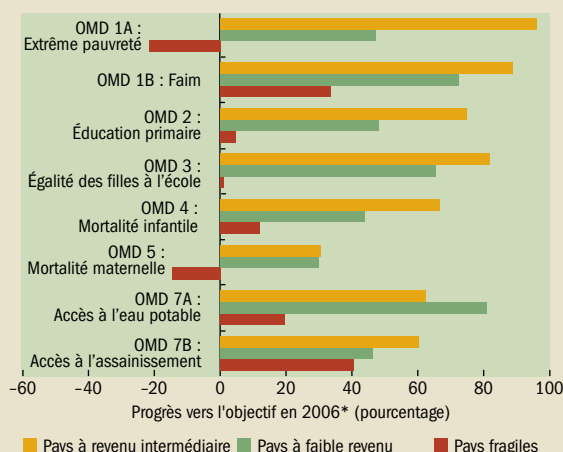


Source : calculs des services basés sur les Indicateurs du développement dans le monde.
Notes : OMD 1A : pourcentage population sous seuil de pauvreté (basé sur la parité de pouvoir d'achat en prix constants de 1993 : 1,08 \$/jour); OMD 1B : enfants de moins de 5 ans en déficit pondéral (normes américaines en matière de croissance des enfants); OMD 2 : taux d'achèvement des études primaires; OMD 3 : égalité des filles dans l'enseignement primaire et secondaire; OMD 4 : taux de mortalité des moins de 5 ans; OMD 5 : ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée); OMD 7A : accès à une source d'eau améliorée; OMD 7B : accès à des installations d'assainissement améliorées.
(*) Ou année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.

Graphique 2

Avancées et retards

Les progrès sont les plus lents dans les pays fragiles.



Source : calculs des services basés sur les Indicateurs du développement dans le monde.
Note : Les indicateurs sont définis au graphique 1.

d'au moins 7 % pour faire reculer sensiblement la pauvreté. Malgré l'accélération de la croissance en Afrique, un tiers seulement des Africains vivent dans un pays affichant un tel résultat moyen sur les 10 dernières années. Les priorités varient d'un pays à l'autre, mais trois éléments sont essentiels : une politique macroéconomique saine, un climat propice à l'investissement privé, y compris l'accès aux infrastructures de base et la bonne gouvernance (et le renforcement de la sécurité dans les pays fragiles). Dans bien des pays à faible revenu, l'existence d'un secteur agricole dynamique est indispensable à une croissance forte et solidaire et contribue à atténuer la hausse des prix d'alimentation. Il faut surveiller de près les risques que les remous financiers et le ralentissement qu'ils suscitent dans les pays avancés font peser sur la croissance des pays en développement et prendre les mesures qui s'imposent.

Renforcer le développement humain. En plus de l'accroissement des ressources, l'amélioration de la gouvernance, le renforcement des mécanismes de responsabilisation et la bonne gestion des dépenses sont des conditions essentielles pour améliorer l'éducation et la santé et s'assurer qu'ils profitent aux populations pauvres et mal desservies. Il faut combattre plus activement la malnutrition, notamment chez les enfants, pour mieux asseoir le développement

humain. Les pouvoirs publics doivent tenir compte des liens étroits entre les indicateurs de santé et d'éducation, la nutrition et l'environnement — eau et assainissement, pollution et changement climatique. Ainsi, une mauvaise santé due à des menaces écologiques peut coûter de 1,5 à 4 % du PIB chaque année.

Intégrer développement et viabilité écologique. Il s'agit de maximiser les synergies (encadré 2). Les pays intègrent de plus en plus dans leurs stratégies de développement l'accès à l'énergie et le rendement énergétique, la lutte contre la pollution, l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, la gestion des ressources forestières et de l'occupation des terres, et la protection des ressources halieutiques et de la biodiversité. Face à la menace du réchauffement, il faut privilégier l'intégration de prévention du changement climatique. Les pays en développement auront besoin de financements et de transferts de technologie dans leur transition vers une croissance non tributaire du climat et à faible intensité de carbone.

Accroître l'aide et son efficacité. Un déficit d'aide considérable est imminent si la tendance actuelle de l'aide publique au développement (APD) se poursuit. Lorsque de nombreux pays cherchent par des réformes à utiliser de manière plus productive des ressources accrues, l'aide stagne, voire diminue. En 2007, l'APD des principaux pays industrialisés a reculé de 8,4 % en termes réels, après une baisse de 5 % en 2006. Cette tendance doit être inversée. L'architecture de l'aide évolue, avec l'apparition de nouvelles sources et modalités, notamment des nouveaux donateurs tels que la Chine et l'Inde, des fonds verticaux mondiaux et le rôle accru des donateurs privés. Cette nouvelle architecture promet un surcroît de ressources et d'innovation, mais pose aussi de nouveaux problèmes pour l'efficacité et la cohérence de l'aide.

Miser sur le commerce pour assurer une croissance forte, solidaire et durable. La communauté internationale doit faire aboutir les négociations de Doha sur le commerce en 2008. Le renchérissement des denrées alimentaires offre une occasion de sortir de l'impasse en matière de libéralisation du commerce agricole. Il faut accroître l'aide au commerce pour permettre aux pays pauvres de développer leurs infrastructures et services commerciaux et de tirer parti des possibilités d'échanges. La politique commerciale doit viser à transférer des technologies propres en éliminant les obstacles aux échanges de biens et services environnementaux.

Mobiliser l'appui des institutions financières internationales à un développement solidaire et durable. L'architecture internationale de la finance et du développement étant plus complexe, le rôle de coordination et de mobilisation des institutions financières internationales sera de plus en plus important, alors même que leur rôle de financement direct diminue.

Une année cruciale

Il convient d'accélérer et d'amplifier la marche vers les OMD. L'échéance de mi-parcours et l'attention qu'elle recueillera à l'échelle internationale fait de 2008 une année cruciale pour susciter l'élan nécessaire. Les réunions internationales de haut niveau prévues cette année constituent une occasion à saisir pour arrêter des priorités et des jalons permettant de mesurer les progrès accomplis. ■

Zia Qureshi est Conseiller principal et Économiste en chef à la Vice-présidence de l'économie du développement de la Banque mondiale.

Encadré 2

Et l'environnement?

La viabilité écologique est essentielle à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Elle favorise la réalisation d'objectifs de développement humain comme l'amélioration de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Le développement des pays pauvres peut contribuer à la viabilité écologique en facilitant l'accès à des sources d'énergie modernes (un tiers de la population du monde en développement n'a pas accès à l'électricité) et à des technologies plus propres et plus efficaces, et en réduisant la dépendance envers des activités, comme la déforestation, qui nuisent à l'environnement.

Gestion des ressources naturelles. La plupart des pays en développement sont très dépendants de leurs ressources naturelles. En moyenne, le capital naturel représente plus de 40 % de leur patrimoine, contre 5 % seulement dans les pays à revenu élevé. Les pertes dues à la déforestation sont concentrées en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, où disparaît chaque année une superficie forestière aussi grande que le Panama ou la Sierra Leone. Les réserves d'eau douce pourraient bientôt tomber sous le seuil critique dans bien des pays du Moyen-Orient. Dans les pays à faible revenu, les concentrations des principaux polluants atmosphériques en milieu urbain sont en moyenne près de trois fois supérieures à celles des pays à revenu élevé. Une bonne gestion des ressources naturelles (sous-sol, terre, eau, qualité de l'air) sera cruciale pour pérenniser la croissance à long terme.

Incidence du changement climatique. En raison de leur plus grande dépendance envers les ressources naturelles et de leur manque de développement, les pays pauvres sont plus vulnérables au changement climatique et moins capables de s'y adapter. Dans les années 90, 200 millions de personnes en moyenne ont été touchées par des catastrophes climatiques chaque année, contre 1 million environ dans les pays industrialisés. Selon des estimations dans les pays en développement d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de certaines régions d'Amérique latine, le manque à produire agricole dû au réchauffement climatique pourrait atteindre 60 % d'ici 2080.